



Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz  
Rue de l'Industrie 26-38  
1040 Bruxelles  
Tél.: +32 2 289 76 11  
Fax : +32 2 289 76 09

## COMMISSION DE REGULATION DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ

### **AVIS**

**(A)160707-CDC-1545**

relatif à un

*“projet d'arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 11 mars 1966 relatif à la déclaration d'utilité publique pour l'établissement d'installations de transport de gaz, de l'arrêté royal du 11 mars 1966 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de transport de gaz par canalisations et de l'arrêté royal du 14 mai 2002 relatif à l'autorisation de transport de produits gazeux et autres par canalisations, fixant l'entrée en vigueur de diverses dispositions de la loi du 8 mai 2014 portant des dispositions diverses en matière d'énergie et définissant les modalités de la présomption d'utilité publique, visée à l'article 8/7 de la loi du 12 avril 1965 relatif au transport de produits gazeux et autres par canalisations”*

donné en application de l'article 4 de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations

7 juillet 2016

# TABLE DES MATIERES

- I. CADRE LEGAL .....4
- II. ANALYSE .....5
  - II.1. Préambule.....5
  - II.2. Article 6 .....6
  - II.3. Article 7 .....6
  - II.4. Article 8 .....7
  - II.5. Article 9 .....7
  - II.6. Article 10 .....7
  - II.7. Article 13 .....7
  - II.8. Article 14 .....8
  - II.9. Autres considérations .....8
- III. CONCLUSION .....9
- ANNEXE .....10

# INTRODUCTION

La COMMISSION DE REGULATION DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ (CREG) formule par la présente et à la demande de la ministre de l'Énergie, de l'Environnement et du Développement durable (ci-après : « la ministre »), un avis relatif à un projet d'arrêté royal intitulé « Projet d'arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 11 mars 1966 relatif à la déclaration d'utilité publique pour l'établissement d'installations de transport de gaz, de l'arrêté royal du 11 mars 1966 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de transport de gaz par canalisations et de l'arrêté royal du 14 mai 2002 relatif à l'autorisation de transport de produits gazeux et autres par canalisations, fixant l'entrée en vigueur de diverses dispositions de la loi du 8 mai 2014 portant des dispositions diverses en matière d'énergie et définissant les modalités de la présomption d'utilité publique, visée à l'article 8/7 de la loi du 12 avril 1965 relatif au transport de produits gazeux et autres par canalisations » (ci-après, le « projet d'arrêté royal »).

Cette demande a été formulée dans un courrier de la ministre daté du 25 mai 2016 et réceptionné par la CREG le 9 juin 2016.

La demande d'avis fait référence à l'article 4, 5°, de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations (ci-après, la « loi gaz ») et vise particulièrement les articles 11 à 14 du projet d'arrêté royal. L'article 15/14, § 2, quatrième alinéa, de la loi gaz stipule que la CREG doit rendre cet avis dans les quarante jours civils suivant la réception de la demande.

Outre l'introduction, le présent avis se compose de trois parties. La première partie rappelle le cadre légal du présent avis. Dans la deuxième partie, la CREG analyse les articles précités du projet d'arrêté royal. Enfin, la troisième partie expose les conclusions du présent avis.

Le Comité de direction de la CREG a approuvé le présent avis lors de sa séance du 7 juillet 2016.

Le projet d'arrêté royal est annexé au présent avis.

\*\*\*

# I. CADRE LEGAL

1. Le projet d'arrêté royal modifie, entre autres, l'arrêté royal du 14 mai 2002 relatif à l'autorisation de transport de produits gazeux et autres par canalisations (ci-après : « l'arrêté royal du 14 mai 2002 »).

L'article 4 de la loi gaz stipule :

« Après avis de la Commission, le Roi fixe :

1° les critères d'octroi des autorisations de transport, qui peuvent notamment porter sur :

a) la sécurité et la sûreté du réseau interconnecté et des conduites directes;

b) l'honorabilité et l'expérience professionnelles du demandeur, ses capacités techniques et financières et la qualité de son organisation;

c) l'interconnexion du réseau, ainsi que le maintien et l'amélioration de l'interopérabilité des réseaux;

d) les obligations de service public visées à l'article 15/11, 1°;

2° la procédure d'octroi des autorisations de transport, notamment la forme de la demande, l'instruction du dossier et la redevance à payer pour celle-ci, ainsi que les raisons pour lesquelles une autorisation peut être refusée et les délais dans lesquels le ministre doit statuer et notifier sa décision au demandeur :

3° les cas dans lesquels le ministre peut réviser ou retirer l'autorisation de transport et les procédures applicables;

4° le sort de l'autorisation de transport en cas de transfert de l'installation de transport ou en cas de changement de contrôle, fusion ou scission du titulaire et, le cas échéant, les conditions à remplir et les procédures à suivre pour le maintien ou le renouvellement de l'autorisation de transport dans ces cas.

5° les actes et travaux de minime importance qui sont dispensés d'une autorisation de transport ou soumis à une obligation de déclaration. (...) »

2. En l'occurrence, le projet d'arrêté royal vise notamment à fixer ces actes et travaux de minime importance qui sont dispensés d'une autorisation de transport ou soumis à une obligation de déclaration.

3. A la date du présent avis, l'article 4, 5°, de la loi gaz, sur la base duquel la ministre sollicite l'avis de la CREG, n'était pas en vigueur. Ledit article 4, 5° a été inséré par l'article 20 de la loi portant des dispositions diverses en matière d'énergie (1) du 8 mai 2014 (Moniteur belge du 4 juin 2014). L'article 51 de la loi du 8 mai 2014 stipule que le Roi détermine l'entrée en vigueur de l'article 20. Le projet d'arrêté royal soumis à l'avis de la CREG prévoit l'entrée en vigueur dudit article 20 au premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour après la publication dudit arrêté royal au Moniteur belge.

4. La CREG rend le présent avis sur la base de l'article 4 précité de la loi gaz.

## **II. ANALYSE**

5. L'analyse des articles en projet porte sur les articles 6 (critères d'octroi), 7 à 10 (procédure d'octroi), 13 et 14 (dispenses d'autorisation).

Les chapitres 1 et 4 modifient deux arrêtés royaux du 11 mars 1966 pour lesquels la CREG n'a pas de compétence formelle d'avis ; les articles 5 (définitions), 11, 12 et 15 à 25 modifient l'arrêté royal du 14 mai 2002 mais ne s'inscrivent pas dans l'article 4 précité de la loi gaz : l'article 5 porte sur des définitions, les articles 11, 12 et 15 concernent la modification des installations autorisées, l'article 16 est purement cosmétique, les articles 17 à 24 concernent l'abrogation de l'autorisation, l'article 25 concerne la prorogation de l'autorisation et l'article 27 traite de la présomption d'utilité publique.

### **II.1. Préambule**

6. Les considérants expriment la justification politique ou d'opportunité du dispositif. Ils ne sont pas obligatoires mais lorsqu'ils sont inclus dans le préambule, il convient qu'ils soient précis, complets et qu'ils se rapportent strictement aux objets du texte. En l'espèce, les articles en projet analysés soulèvent un grand nombre de questions. La CREG préconise de développer les considérants ou de recourir à un rapport au Roi. Un rapport au Roi peut être utile pour comprendre les intentions du gouvernement, et le cas échéant, pour comprendre, voire interpréter une disposition insuffisamment précise.

Il conviendrait en outre de corriger la dernière partie du titre du projet d'arrêté royal en modifiant « relatif » en « relative » (« Projet d'arrêté royal ....., visée à l'article 8/7 de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations »).

## **II.2. Article 6**

7. La CREG comprend de l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, en projet que si les conditions qui ont donné lieu à l'octroi de l'autorisation sont modifiées de manière à avoir un impact sur la capacité financière ou économique du titulaire d'une autorisation de transport, celui-ci devra prouver que les nouvelles conditions doivent continuer à lui permettre de planifier, d'adopter et de financer des mesures préventives en vue d'assurer la sûreté et la sécurité de l'installation et de son exploitation mais également, le cas échéant, une mise hors service, volontaire ou non, dans des conditions optimales de sécurité et de respect de l'environnement. S'il n'apporte pas cette preuve, l'article 32 de l'arrêté royal du 14 mai 2002 s'appliquera.

Si une autre interprétation était donnée à cette disposition, la CREG suggère de reformuler l'article en projet.

8. Le dernier alinéa de l'article 6 en projet n'est en outre pas clair quant à son application. Vise-t-il les cas de modification des conditions d'octroi par Fluxys Belgium et Fluxys LNG ou les demandes d'octroi proprement dites. Le texte mérite une clarification.

Dans les deux cas, l'article 6 en projet, dernier alinéa, semble privilégier les gestionnaires visés à l'article 8 de la loi du 12 avril 1965. La justification de cette différence n'apparaît pas clairement.

## **II.3. Article 7**

9. L'article 7 en projet permettrait au Ministre de l'Energie ou son délégué de modifier unilatéralement le format et le contenu des plans de situation visés par l'article 6 de l'arrêté royal du 14 mai 2002.

10. Cette disposition ne nous semblerait pas juridiquement acceptable dès lors qu'elle permettrait qu'une décision ministérielle tende à modifier le contenu d'un arrêté royal.

11. Une telle décision pourrait par ailleurs avoir des implications techniques et financières sur le titulaire de l'autorisation de transport. Une consultation du titulaire de l'autorisation de transport devrait être prévue avant toute modification envisagée.

12. Une telle décision devrait à tout le moins faire l'objet d'une consultation de chaque instance mentionnée à l'article 8 de l'arrêté royal du 14 mai 2002, et de la CREG si la demande relève de sa compétence.

#### **II.4. Article 8**

13. Pas de commentaire.

#### **II.5. Article 9**

14. La CREG s'interroge sur l'objectif poursuivi par l'arrêté royal et les implications juridiques d'un tel ajout. La CREG suppose que les plans visés sont ceux mentionnés à l'article 6 de l'arrêté royal du 14 mai 2002, soit la carte jointe à l'acte d'autorisation.

#### **II.6. Article 10**

15. L'article 10 en projet est insuffisant dans sa formulation. Il conviendrait de préciser la procédure applicable dans le cas de figure avancé.

16. La CREG attire en outre l'attention de la ministre sur le fait qu'un simple changement de longueur (non spécifiée, il pourrait s'agir d'une longueur de quelques kilomètres) d'un raccordement d'un client peut induire un nouveau tracé, impliquant par exemple le contournement d'un obstacle imprévu. En se basant sur cet article, le titulaire de l'autorisation de transport peut simplement faire une déclaration sans qu'il y ait de nouvelle demande d'autorisation. Il conviendrait de modifier l'article en projet.

#### **II.7. Article 13**

17. La CREG suggère de modifier le point 1° de l'article en projet. Une dispense d'autorisation devrait être contrebalancée par une notification obligatoire des travaux à réaliser. La CREG suggère d'obliger le titulaire d'une autorisation à transmettre une déclaration au Ministre ou son délégué, accompagnée de plans de l'installation telle que modifiée ou étendue (plans « as built »). Afin de faciliter les avis portant sur les demandes d'autorisation ultérieures, la CREG préconise de transmettre une copie de la déclaration aux instances mentionnées à l'article 8 de l'arrêté royal du 14 mai 2002.

## II.8. Article 14

18. La CREG s'inquiète des conséquences de l'abrogation d'une évaluation du risque d'autant qu'une telle évaluation devrait toujours avoir lieu lors d'une modification d'une installation. La disposition actuellement en vigueur permet justement à l'Administration de l'Energie, et à la CREG, de s'assurer qu'une évaluation du risque a bien eu lieu.

## II.9. Autres considérations

19. Comme déjà argumenté dans sa note « Mission de conseil de la CREG auprès des autorités publiques pour une transition énergétique cohérente et équilibrée » publiée sur son site Web en juillet 2014<sup>1</sup> et adressée par ailleurs à la ministre, la CREG considère qu'il serait plus efficace d'examiner les projets d'investissements planifiés dans le réseau de transport dans une vision globale en amont des demandes d'autorisation de transport. Le plan d'investissements reprend à cet égard l'entièreté des investissements planifiés. Renforcer le contrôle de la CREG dudit plan par une analyse coût/bénéfice *a priori*, couplée à un contrôle *a posteriori*, permettrait cette vision globale et serait, en outre, plus pertinent en matière de contrôle desdits investissements.

20. La CREG propose en conséquence de supprimer sa compétence d'avis en matière de délivrance d'autorisations de transport et de renforcer son contrôle des plans d'investissement du gestionnaire du réseau de transport (art. 15/14, § 1<sup>er</sup>, 14° et 15/14, § 3, 5° et 15/14, § 3bis de la loi gaz) par une analyse coûts-bénéfices ex ante et un contrôle ex post.

---

<sup>1</sup> <http://www.creg.info/pdf/Divers/20140730-MissiondeconseilFR.pdf>



### III. CONCLUSION

Vu la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations, en particulier l'article 4 ;

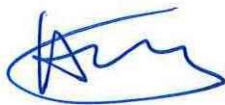
Vu le projet d'arrêté royal « portant modification de l'arrêté royal du 11 mars 1966 relatif à la déclaration d'utilité publique pour l'établissement d'installations de transport de gaz, de l'arrêté royal du 11 mars 1966 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de transport de gaz par canalisations et de l'arrêté royal du 14 mai 2002 relatif à l'autorisation de transport de produits gazeux et autres par canalisations, fixant l'entrée en vigueur de diverses dispositions de la loi du 8 mai 2014 portant des dispositions diverses en matière d'énergie et définissant les modalités de la présomption d'utilité publique, visée à l'article 8/7 de la loi du 12 avril 1965 relatif au transport de produits gazeux et autres par canalisations », transmis à la CREG le 25 mai 2016 et réceptionné le 9 juin 2016 ;

Vu l'analyse qui précède ;

La CREG préconise de modifier et de clarifier les articles 6, 7, 9, 10, 13 et 14 du texte en projet.

\*\*\*\*

Pour la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz :



Andreas TIREZ  
Directeur



Marie-Pierre FAUCONNIER  
Présidente du Comité de direction

## **ANNEXE**

***Projet d'arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 11 mars 1966 relatif à la déclaration d'utilité publique pour l'établissement d'installations de transport de gaz, de l'arrêté royal du 11 mars 1966 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de transport de gaz par canalisations et de l'arrêté royal du 14 mai 2002 relatif à l'autorisation de transport de produits gazeux et autres par canalisations, fixant l'entrée en vigueur de diverses dispositions de la loi du 8 mai 2014 portant des dispositions diverses en matière d'énergie et définissant les modalités de la présomption d'utilité publique, visée à l'article 8/7 de la loi du 12 avril 1965 relatif au transport de produits gazeux et autres par canalisations***

**KONINKRIJK BELGIE**

**ROYAUME DE BELGIQUE**

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

**Ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 maart 1966 tot verklaring van openbaar nut voor het oprichten van gasvervoerinstallaties, van het koninklijk besluit van 11 maart 1966 betreffende de te nemen veiligheidsmaatregelen bij de oprichting en bij de exploitatie van installaties voor gasvervoer door middel van leidingen en van het koninklijk besluit van 14 mei 2002 betreffende de vervoersvergunning voor gasachtige producten en andere door middel van leidingen, tot bepaling van de inwerkingtreding van diverse bepalingen van de wet van 8 mei 2014 houdende diverse bepalingen inzake energie en ter omschrijving van de nadere regels van het vermoeden van openbaar nut, bedoeld in artikel 8/7 van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen.**

**Projet d'arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 11 mars 1966 relatif à la déclaration d'utilité publique pour l'établissement d'installations de transport de gaz, de l'arrêté royal du 11 mars 1966 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de transport de gaz par canalisations et de l'arrêté royal du 14 mai 2002 relatif à l'autorisation de transport de produits gazeux et autres par canalisations, fixant l'entrée en vigueur de diverses dispositions de la loi du 8 mai 2014 portant des dispositions diverses en matière d'énergie et définissant les modalités de la présomption d'utilité publique, visée à l'article 8/7 de la loi du 12 avril 1965 relatif au transport de produits gazeux et autres par canalisations.**

**FILIP, Koning der Belgen,**

**PHILIPPE, Roi des Belges,**

**Aan allen die zijn en hierna wezen zullen,  
Onze Groet.**

**À tous, présents et à venir, Salut.**

Gelet op de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen, de artikelen 4, 8/7, 10, 11, 12, en 16, gewijzigd door de wet van 8 mei 2014;

Vu la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations, les articles 4, 8/7, 10, 11, 12 et 16, modifiés par la loi du 8 mai 2014;

Gelet op de wet van 8 mei 2014 houdende diverse bepalingen inzake energie, het artikel 51;

Vu la loi du 8 mai 2014 portant des dispositions diverses en matière d'énergie, l'article 51;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 maart 1966 tot verklaring van openbaar nut voor het oprichten van gasvervoerinstallaties, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 mei 2002;

Vu l'arrêté royal du 11 mars 1966 relatif à la déclaration d'utilité publique pour l'établissement d'installations de transport de gaz, modifié par l'arrêté royal du 14 mai 2002;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 maart 1966 betreffende de te nemen veiligheids-

Vu l'arrêté royal du 11 mars 1966 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de

maatregelen bij de oprichting en bij de exploitatie van installaties voor gasvervoer door middel van leidingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 mei 2002 betreffende de vervoersvergunning voor gasachtige producten en andere door middel van leidingen;

Gelet op het advies van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas gegeven op [...];

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën gegeven op [...];

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op [...], in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende de wil van de Regering om de administratieve vereenvoudiging verder door te voeren;

Overwegende de noodzaak om een aantal bepalingen van de wet van 12 april 1965, zoals gewijzigd door de wet van 8 mei 2014 in werking te doen treden;

Overwegende de noodzaak om te bepalen op welke vervoerinstallaties voor gasachtige producten en andere door middel van leidingen het vermoeden van openbaar nut, zoals vermeld in artikel 8/7 van de wet van 12 april 1965, van toepassing is;

Op de voordracht van de Minister van Energie, Leefmilieu en Duurzame Ontwikkeling,

l'établissement et dans l'exploitation des installations de transport de gaz par canalisations;

Vu l'arrêté royal du 14 mai 2002 relatif à l'autorisation de transport de produits gazeux et autres par canalisations;

Vu l'avis de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz donné le [...];

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le [...];

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le [...], en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la volonté du Gouvernement de poursuivre la simplification administrative;

Considérant qu'il y a lieu d'assurer l'entrée en vigueur d'une série de dispositions de la loi du 12 avril 1965, telle que modifiée par la loi du 8 mai 2004;

Considérant qu'il y a lieu de préciser quelles installations de transport de produits gazeux et autres par canalisations sont visées par la présomption d'utilité publique inscrite à l'article 8/7 de la loi du 12 avril 1965;

Sur la proposition de La Ministre de l'Energie, de l'Environnement et du Développement durable,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN  
BESLUITEN WIJ :

NOUS AVONS ARRETE ET  
ARRETONS :

**Hoofdstuk 1. – Wijzigingen van het koninklijk besluit van 11 maart 1966 tot verklaring van openbaar nut voor het oprichten van gasvervoerinstallaties.**

**Artikel 1.**– In artikel 1 van het koninklijk besluit van 11 maart 1966 tot verklaring van openbaar nut voor het oprichten van gasvervoerinstallaties, gewijzigd bij het

**Chapitre 1. – Modification de l'arrêté royal du 11 mars 1966 relatif à la déclaration d'utilité publique pour l'établissement d'installations de transport de gaz.**

**Article 1<sup>er</sup>.** – Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 11 mars 1966 relatif à la déclaration d'utilité publique pour l'établissement d'installations de transport de gaz, modifié par l'arrêté royal du

koninklijk besluit van 14 mei 2002, wordt een lid ingevoegd voor het eerste lid, dat luidt als volgt:

“Voor de toepassing van dit besluit moet het worden begrepen door “afgevaardigde van de minister” : de ambtenaar van het Bestuur Energie aangestelde door de minister.”.

**Art.2.**– In artikel 2 van hetzelfde besluit, wordt tussen het derde en het vierde lid een lid ingevoegd, dat luidt als volgt:

““Elk exemplaar wordt ingediend in een omslag.”.

**Art.3.**– Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, dat luidt als volgt:

“De aanvrager heeft de mogelijkheid om aangepaste of bijkomende plannen of andere documenten in te dienen alvorens de minister of zijn gemachtigde een besluit hebben genomen over de aanvraag. In dit geval beslist de minister of zijn afgevaardigde of deze plannen of documenten aan een nieuw openbaar onderzoek zoals beschreven in artikel 3 worden onderworpen, en of de beslissingsperiode van zes maanden moet worden verlengd in overeenstemming met artikel 8.”.

**Art.4.**- In artikel 8 van hetzelfde besluit, wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, dat luidt als volgt:

“De plannen van de verklaring van openbaar nut worden ondertekend door de afgevaardigde van de minister.”.

## **Hoofdstuk 2. – Wijzigingen van het koninklijk besluit van 14 mei 2002 betreffende de vervoersvergunning voor gasachtige producten en andere door middel van leidingen**

**Art.5.**– Artikel 1 van het koninklijk besluit van 14 mei 2002 betreffende de vervoersvergunning voor gasachtige producten en andere door middel van leidingen, gewijzigd door het koninklijk besluit van 3 december 2006, wordt aangevuld met de 7° en 8°, die luiden als volgt:

7° “afgevaardigde van de minister”: de ambtenaar van het Bestuur Energie aangestelde door de minister;

8° « MAOP » : de maximale druk aan dewelke een vervoerinstallatie voor gasachtige producten en andere door middel van leidingen mag worden uitgebraut.”.

**Art.6.**- In artikel 2, §2, van hetzelfde besluit

14 mai 2002, un alinéa° rédigé comme suit est inséré avant l’alinéa 1er:

« Pour l’application du présent arrêté, il y a lieu d’entendre par « délégué du ministre » : le fonctionnaire de l’Administration de l’Energie désigné par le ministre. ».

**Art.2.** - Dans l’article 2 du même arrêté, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 3 et 4 :

« Chaque exemplaire est introduit sous enveloppe. ».

**Art.3.** - L’article 2 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le demandeur a l’occasion d’introduire des plans modifiés ou complémentaires ou d’autres documents avant que le ministre ou son délégué n’ait statué sur la demande. Le cas échéant, le ministre ou son délégué décide si ces plans ou documents sont soumis une nouvelle fois à l’enquête publique mentionnée à l’article 3, et si la période de décision de six mois doit être prorogée conformément à l’article 8. ».

**Art.4.** - Dans l’article 8 du même arrêté, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Les plans de la déclaration d’utilité publique sont signés par le délégué du ministre. ».

## **Chapitre 2. – Modification de l’arrêté royal du 14 mai 2002 relatif à l’autorisation de transport de produits gazeux et autres par canalisations**

**Art.5.** - L’article 1er de l’arrêté royal du 14 mai 2002 relatif à l’autorisation de transport de produits gazeux et autres par canalisations, modifié par l’arrêté royal du 3 décembre 2006, est complété par les 7° et 8° rédigés comme suit :

« 7° « délégué du ministre » : le fonctionnaire de l’Administration de l’Energie désigné par le ministre;

8° « MAOP » : la pression maximale à laquelle une installation de transport de produits gazeux et autres par canalisations peut être exploitée. ».

**Art.6.**- À l’article 2, §2, du même arrêté, les

worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord "twee" wordt vervangen door het woord "tien";

2° de paragraaf wordt aangevuld met twee leden die luiden als volgt:

"Indien gedurende deze periode een verandering plaats heeft van de voorwaarden die aanleiding hebben gegeven tot het toekennen van de vervoersvergunning, en die een belangrijke impact heeft op de financiële of economische capaciteit van de houder van een vervoersvergunning, moet deze het bewijs leveren dat aan de voorwaarden voldaan is.

De voorwaarden bedoeld in § 1, 1° tot 6°, worden geacht vervuld te zijn voor alle ingediende aanvragen van de beheerders waarvan sprake in artikel 8 van de wet van 12 april 1965."

**Art.7.-** Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid dat luidt als volgt:

"Op advies van het Bestuur Energie en het Bestuur Kwaliteit en Veiligheid, kan de minister of zijn afgevaardigde, via een gemotiveerde beslissing, het formaat en de inhoud van de plannen bedoeld bij dit artikel."

**Art.8.-** In artikel 9 van hetzelfde besluit, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

"Het aantal exemplaren waarin de stukken van de aanvraag moeten ingediend worden stemt overeen met het totaal aantal adressen zoals vermeld wordt in artikel 8, 1°, vermeerderd met drie exemplaren voor het Bestuur Energie, twee exemplaren voor het Bestuur Kwaliteit en Veiligheid en één exemplaar voor de Commissie wanneer de aanvraag tot haar bevoegdheid behoort."

2° een lid wordt tussen het eerste en het tweede lid ingevoegd dat luidt als volgt :

"Elk exemplaar wordt ingediend in een omslag."

**Art.9.-** Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid dat luidt als volgt:

"De plannen van de vervoersvergunning worden ondertekend door de afgevaardigde van de minister."

**Art.10.-** In hetzelfde besluit wordt een artikel 15bis ingevoegd, dat luidt als volgt :

"Art. 15bis. De lengte van een aansluiting van een afnemer, zoals vermeld in de van kracht

modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « deux » est remplacé par le mot « dix » ;

2° le paragraphe est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Si au cours de cette période, une modification des conditions qui ont donné lieu à l'octroi de l'autorisation de transport intervient et qui a un impact important sur la capacité financière ou économique du titulaire d'une autorisation de transport, celui-ci devra apporter la preuve du respect de ces conditions.

Les conditions visées au § 1<sup>er</sup>, 1° à 6°, sont censées être respectées pour toutes les demandes introduites par les gestionnaires visés à l'article 8 de la loi du 12 avril 1965. ».

**Art.7.-** L'article 6 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Sur avis de l'Administration de l'Energie et de l'Administration de la Qualité et de la Sécurité, le Ministre ou son délégué peut, par décision motivée, modifier le format et le contenu des plans visés par le présent article. ».

**Art.8.-** A l'article 9 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Le nombre d'exemplaires des documents de demande à introduire correspond au nombre total des adresses, tel qu'il est libellé à l'article 8, 1°, majoré de trois exemplaires pour l'Administration de l'Energie, deux exemplaires pour l'Administration de la Qualité et de la Sécurité, et de un exemplaire pour la Commission si la demande relève de sa compétence."

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Chaque exemplaire est introduit sous enveloppe. ».

**Art.9.-** L'article 12 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les plans de l'autorisation de transport sont signés par le délégué du ministre. ».

**Art.10.-** Dans le même arrêté, il est inséré un article 15bis rédigé comme suit :

« Art.15bis. La longueur d'un raccordement d'un client, telle que mentionnée dans

zijnde vervoersvergunning of in de aanvraag van de vervoersvergunning kan worden gewijzigd via een melding van de houder van de vervoersvergunning overeenkomstig artikel 27, voor zover deze melding een plan van de leiding zoals die is gebouwd ("as built" plan) en, indien van toepassing, het akkoord van de overheden of van de in artikel 8 bedoelde instanties die betrokken zijn bij deze melding, inhoudt."

**Art.11.-** In afdeling I van Hoofdstuk V van hetzelfde besluit, worden de woorden "A. Wijzigingen waarvoor een bijvoegsel aan de lopende vervoersvergunning vereist is." en "B. Wijzigingen met loutere meldingsplicht tot gevolg." opgeheven.

**Art.12. -** In artikel 25 van hetzelfde besluit, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 2°, worden de woorden "bij elke verhoging van het risico, meer bepaald" opgeheven;

2° in punt 3°, worden de woorden "bij elke wijziging van een voorwaarde, die opgenomen werd in de oorspronkelijke vervoersvergunning." vervangen door de woorden : "bij elke wijziging van een advies of een voorwaarde van een overheid of instantie bedoeld in artikel 8, die opgenomen werd in het vervoersvergunning."

**Art.13.-** In hetzelfde besluit, wordt een artikel 25bis ingevoegd dat luidt als volgt :

"Art. 25bis. De volgende werken en handelingen zijn vrijgesteld van vervoersvergunning:

1° elke wijziging of uitbreiding van een vergunde vervoerinstallatie binnen de grenzen van een omheind station van de houder van de vervoersvergunning, voor zover deze werken geen verhoging van de MAOP, de nominale diameter of de capaciteit van de installatie met zich meebrengt;

2° alle herstellingen en instandhoudings- en onderhoudswerken aan een vergunde vervoerinstallatie;

3° alle werken ter bescherming van een vergunde vervoerinstallatie."

**Art.14.-** In artikel 27 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "Bij een wijziging die niet onder de toepassing van artikel 25 valt" worden vervangen door de woorden "Bij een wijziging

l'autorisation de transport en vigueur, peut être modifiée moyennant une déclaration du titulaire de l'autorisation de transport conformément à l'article 27 , pour autant que cette déclaration soit accompagnée d'un plan de la canalisation telle que construite (plan « as built »), ainsi que, le cas échéant, de l'accord des autorités ou instances visées à l'article 8 concernées par ladite déclaration. ».

**Art.11.-** Dans la section I du chapitre V du même arrêté, les mots « A. Modifications ayant pour conséquence un avenant à l'autorisation de transport en cours. » et « B. Modifications ayant pour conséquence une simple obligation de déclaration. » sont abrogés.

**Art.12. -** A l'article 25 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 2°, les mots « lors de toute augmentation du risque, en particulier » sont abrogés;

2° au point 3°, les mots « lors de toute modification d'une condition, ayant été repris dans l'autorisation de transport initiale » sont remplacés par les mots « lors de toute modification de l'avis ou recommandation d'une autorité ou instance visée à l'article 8, ayant été repris dans l'autorisation de transport. ».

**Art.13.-** Dans le même arrêté, il est inséré un article 25bis rédigé comme suit :

« Art. 25bis. Les actes et travaux suivants sont dispensés d'une autorisation de transport:

1° toute modification ou extension d'une installation de transport autorisée dans l'enceinte d'une station clôturée du titulaire d'une autorisation de transport, pour autant que ces travaux n'impliquent pas d'augmentation de la MAOP, du diamètre nominal ou de la capacité de l'installation ;

2° tous travaux de réparation, de conservation et d'entretien d'une installation de transport autorisée;

3° tous travaux de protection d'une installation de transport autorisée. ».

**Art.14.-** A l'article 27 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « en cas de modification non soumise à l'application de l'article 25 » sont remplacés par les mots « en cas de

die niet onder de toepassing van artikel 25 en artikel 25bis valt”;

2° het punt 4° is opgeheven

**Art.15.-** In artikel 28 van hetzelfde besluit, worden de woorden “tien werkdagen” vervangen door de woorden “dertig dagen”.

**Art.16.-** In afdeling III van Hoofdstuk V van hetzelfde besluit, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “A. Schorsing of intrekking op initiatief van de overheid.” worden vervangen door de woorden “Onderafdeling 1. Schorsing of intrekking op initiatief van de overheid.”;

2° de woorden “B. Gedeeltelijke opheffing op initiatief van de vervoervergunninghouder.” worden vervangen door de woorden “Onderafdeling 2. Opheffing op initiatief van de vervoervergunninghouder.”;

3° de woorden “A. Opheffing van het exploitatierecht” worden ingevoegd voor het artikel 34;

4° de woorden “C. Volledige opheffing op initiatief van de vergunninghouder.” worden vervangen door de woorden “B. Volledige opheffing van de vervoersvergunning.”;

5° de woorden “D. Verval van rechtswege bij einde vergunningstermijn.” worden vervangen door de woorden “Onderafdeling 3. Verval van rechtswege bij einde vergunningstermijn.”.

**Art.17.-** Artikel 34 van hetzelfde besluit, wordt vervangen als volgt: “Op aanvraag van de vervoervergunninghouder, wanneer alle door deze vervoervergunning gedekte vervoerinstallaties voor een lange tijd buiten dienst worden gesteld, kan de minister beslissen tot de opheffing van het exploitatierecht voor de duur van de buitendienststelling, zonder afbreuk aan het recht van de bezetting van de betrokken terreinen door de vervoerinstallatie.

Wanneer de vergunninghouder de installaties opnieuw in gebruik wenst te nemen, moet hij hiertoe voorafgaandelijk een aanvraag indienen conform de bepalingen van hoofdstuk III, met dien verstande dat in dit geval enkel de Commissie, wanneer de betrokken vervoervergunning tot haar bevoegdheid behoort, en het Bestuur Kwaliteit en Veiligheid over deze aanvraag om advies moeten worden

modification non soumise à l'application des articles 25 et 25bis»;

2° le point 4° est abrogé.

**Art.15.-** Dans l'article 28 du même arrêté, les mots « dix jours ouvrables » sont remplacés par les mots « trente jours ».

**Art.16.-** Dans la section III du chapitre V du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « A. Suspension ou retrait sur l'initiative des autorités.» sont remplacés par les mots « Sous-section 1. Suspension ou retrait sur l'initiative des autorités.» ;

2° les mots « B. Abrogation partielle sur l'initiative du titulaire d'une autorisation de transport. » sont remplacés par les mots « Sous-section 2. Abrogation sur l'initiative du titulaire d'une autorisation de transport. » ;

3° les mots : « A. Abrogation du droit d'exploitation » sont insérés avant l'article 34 ;

4° les mots « C. Abrogation complète à l'initiative du titulaire d'une autorisation de transport. » sont remplacés par les mots « B. Abrogation complète de l'autorisation de transport » ;

5° les mots « D. Déchéance d'office à la fin de la durée de l'autorisation » sont remplacés par les mots « Sous-section 3. Déchéance d'office à la fin de la durée de l'autorisation de transport ».

**Art.17.-** L'article 34 du même arrêté est remplacé par ce qui suit : « A la demande du titulaire d'une autorisation de transport, lorsque toutes les installations couvertes par une autorisation de transport sont mises hors service pour une longue période, le ministre peut décider de l'abrogation du seul droit d'exploitation pour la durée de la mise hors service, sans préjudice du droit d'occupation des terrains concernés par l'installation de transport.

Lorsque le titulaire de l'autorisation souhaite de nouveau utiliser les installations, il introduit, à cette fin, une demande préalable, conformément aux dispositions du chapitre III, étant entendu que dans ce cas, c'est uniquement à la Commission, si l'autorisation de transport relève de sa compétence, et à l'Administration de la Qualité et de la Sécurité qu'il faut demander un avis sur cette



verzocht.”.

**Art.18.-** In artikel 34 van hetzelfde besluit, worden de woorden “gedeeltelijke opheffing” vervangen door de woorden “opheffing van het exploitatierecht”.

**Art.19.-** In artikel 34 van hetzelfde besluit, worden de woorden “gedeeltelijke opheffing” vervangen door de woorden “opheffing van het exploitatierecht”.

**Art.20.-** In artikel 39 van hetzelfde besluit, worden de woorden “gedeeltelijke opheffing” vervangen door de woorden “opheffing van het exploitatierecht”.

**Art.21.-** In artikel 41 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

“1° een lid wordt ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid , dat luidt als volgt :  
“De plannen van de beslissing tot opheffing van het exploitatierecht worden ondertekend door de afgevaardigde van de minister.”;

2° de woorden “gedeeltelijke opheffing” worden vervangen door de woorden “opheffing van het exploitatierecht”.

**Art.22.-** In artikel 43 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “gedeeltelijke opheffing” worden vervangen door de woorden “opheffing van het exploitatierecht”;

2° de woorden “de volledige intrekking” worden vervangen door de woorden “de volledige opheffing van de vervoersvergunning”.

**Art.23.-** In artikel 51 van hetzelfde besluit, worden de woorden “een conform artikels 34 tot en met 41 gedeeltelijk opgeheven vervoersvergunning” vervangen door de woorden “een vervoersvergunning waarvan het exploitatierecht opgeheven werd conform artikels 34 tot en met 41”.

**Art.24.-** In artikel 52 van hetzelfde besluit, worden de woorden “gedeeltelijke opheffing” vervangen door de woorden “opheffing van het exploitatierecht”.

**Art.25.-** Artikel 55 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, dat luidt als volgt :  
“De plannen van de beslissing tot verlenging van de vervoersvergunning worden ondertekend door de afgevaardigde van de minister.”.

demande. ».

**Art.18.-** Dans l'article 35 du même arrêté, les mots « d'abrogation partielle » sont remplacés par les mots « d'abrogation du droit d'exploitation ».

**Art.19.-** Dans l'article 36 du même arrêté, les mots « l'abrogation partielle » sont remplacés par les mots « l'abrogation du droit d'exploitation ».

**Art.20.-** Dans l'article 39 du même arrêté, les mots « d'abrogation partielle » sont remplacés par les mots « d'abrogation du droit d'exploitation ».

**Art.21.-** Dans l'article 41 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :  
« Les plans de la décision d'abrogation du droit d'exploitation sont signés par le délégué du ministre. » ;

2° les mots « d'abrogation partielle » sont remplacés par les mots « d'abrogation du droit d'exploitation ».

**Art.22.-** Dans l'article 43 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « l'abrogation partielle » sont remplacés par les mots « l'abrogation du droit d'exploitation ».

2° les mots « au retrait complet » sont remplacés par les mots « à l'abrogation complète de l'autorisation de transport »,

**Art.23.-** Dans l'article 51 du même arrêté, les mots « partiellement abrogée » sont remplacés par les mots « dont le droit d'exploitation a été abrogé ».

**Art.24.-** Dans l'article 52 du même arrêté, les mots « abrogation partielle » sont remplacés par les mots « abrogation du droit d'exploitation ».

**Art.25.-** L'article 55 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :  
«Les plans de la décision de prorogation de l'autorisation de transport sont signés par le délégué du ministre. ».

**Hoofdstuk 3. – Omschrijving van de nadere regels van het vermoeden van openbaar nut, bedoeld in artikel 8/7 van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen.**

**Art.26.-** Het vermoeden van openbaar nut bedoeld in artikel 8/7 van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen is van toepassing op :

1° de vervoersinstallaties die het voorwerp hebben uitgemaakt van een vervoersvergunning, die vrijgesteld zijn van een dergelijke vergunning, of die het voorwerp hebben uitgemaakt van een melding, overeenkomstig de artikelen 3 en 4 van de wet;

2° de werken uitgevoerd voor de aanleg en de uitbating van de installaties bedoeld in 1°.

**Hoofdstuk 4. – Wijzigingen van het koninklijk besluit van 11 maart 1966 betreffende de te nemen veiligheidsmaatregelen bij de oprichting en bij de exploitatie van installaties voor gasvervoer door middel van leidingen**

**Art. 27.-** In artikel 70, eerste lid, van het koninklijk besluit van 11 maart 1966 betreffende de te nemen veiligheidsmaatregelen bij de oprichting en bij de exploitatie van installaties voor gasvervoer door middel van leidingen, gewijzigd door het koninklijk besluit van 28 maart 1974 : worden de woorden "en moet aan de Minister het bewijs dat de in artikel 47 en in artikel 47bis bepaalde proeven geslaagd zijn, verstreken" vervangen door de woorden "en moet beschikken over het bewijs dat de in artikel 47 en in artikel 47bis bepaalde proeven geslaagd zijn."

**Art.28.-** Treden in werking op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een termijn van tien dagen die ingaat op de dag na de publicatie van dit besluit in het Belgisch Staatsblad :

**Chapitre 3. – Définition des modalités de la présomption d'utilité publique, visée à l'article 8/7 de la loi du 12 avril 1965 relatif au transport de produits gazeux et autres par canalisations.**

**Art.26.-** La présomption d'utilité publique visée à l'article 8/7 de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations s'applique aux:

1° installations de transport qui ont fait l'objet d'une autorisation de transport, qui sont dispensées de pareille autorisation ou qui ont fait l'objet d'une déclaration, conformément aux articles 3 et 4 de la loi;

2° travaux réalisés aux fins de l'établissement et de l'exploitation des installations visées au 1°.

**Chapitre 4. – Modification de l'arrêté royal du 11 mars 1966 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de transport de gaz par canalisations**

**Art. 27.-** Dans l'article 70, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 11 mars 1966 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de transport de gaz par canalisations, modifié par l'arrêté royal du 28 mars 1974, les mots « et doit avoir fourni au Ministre la preuve de la réussite des épreuves prévues à l'article 47 et à l'article 47 bis » sont remplacés par les mots « et doit disposer de la preuve de la réussite des épreuves prévues à l'article 47 et à l'article 47 bis. ».

**Art.28.-** Entrent en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour après la publication du présent arrêté au Moniteur belge :

1° de artikelen 20, 21, 22, 24, 25 en 26 van de wet van 8 mei 2014 houdende diverse bepalingen inzake energie;

2° dit besluit.

**Art.29.-** De minister bevoegd voor Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te

1° les articles 20, 21, 22, 24, 25 et 26 de la loi du 8 mai 2014 portant des dispositions diverses en matières d'énergie;

2° le présent arrêté.

**Art.29.-** Le ministre qui a l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Energie, Leefmilieu en  
Duurzame Ontwikkeling,

PAR LE ROI :

La Ministre de l'Energie, de l'Environnement et  
du Développement durable,



Marie Christine MARGHEM.